



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

associations de consommateurs

Question écrite n° 54187

Texte de la question

M. Rudy Salles attire l'attention de M. le ministre chargé de l'industrie sur les modalités de la réforme de la représentation des consommateurs et des professionnels dans les commissions administratives à caractère consultatif. Un rapport, récemment remis au Gouvernement sur la place du mouvement consommériste en France, a suscité une vive émotion de la part de certaines associations de consommateurs. En effet, si les recommandations de ce rapport sont mises en oeuvre, ces associations, qui sont agréées depuis plus de trente ans, pourraient perdre cet agrément et, par voie de conséquence, leur place dans les commissions administratives à caractère consultatif où elles siègent actuellement. Les associations concernées soulignent qu'imposer un concept d'action consommériste qui se limiterait au règlement des litiges par des procédures judiciaires entraînerait la disparition du réseau associatif de proximité proche du consommateur. Il lui demande de préciser les intentions du Gouvernement à ce sujet.

Texte de la réponse

En application d'un décret du 8 juin 2006 et d'une circulaire du Premier ministre du 8 décembre 2008, le Conseil national de la consommation (CNC), comme de nombreuses autres instances consultatives, aurait été automatiquement supprimé au 9 juin 2009 en l'absence d'un nouveau texte prévoyant explicitement sa prorogation. Le décret n° 2009-613 du 4 juin 2009 et le décret n° 2009-623 du 6 juin 2009, parus respectivement au Journal officiel de la République française des 5 et 7 juin 2009, ont permis au CNC de franchir l'échéance du 9 juin 2009, et réservé ainsi la possibilité d'une réforme de son organisation et de son fonctionnement, envisagée de longue date. Pour éclairer la décision à prendre sur le maintien du CNC et ses modalités, dans l'optique de modernisation de la consultation présentée par la circulaire précitée, le secrétaire d'État chargé de l'industrie et de la consommation a décidé, le 10 février 2009, de confier à une personnalité indépendante une mission de réflexion sur l'avenir du mouvement consommériste en France. Mme Dominique Laurent, conseillère d'État désignée à cet effet, a remis au secrétaire d'État, le 7 mai 2009, un rapport sur le mouvement consommériste et un projet de décret instituant un CNC réformé. Ce rapport relève l'attachement des associations de consommateurs et des organisations professionnelles au CNC. Il souligne l'idée, exprimée à des degrés divers parmi les participants à cette instance, que le renforcement du CNC passe par la modification d'aspects importants de son organisation et de son fonctionnement. Les constats et propositions apportent une contribution substantielle au débat sur les moyens qui permettraient de renforcer l'action des associations au service des consommateurs, qu'il s'agisse de leur activité de proximité ou de leur fonction de représentation au sein d'instances de concertation, au premier rang desquelles le CNC, dont il convient d'assurer la pleine représentativité, l'efficacité et la bonne gouvernance. Ce débat doit évidemment se poursuivre et le Gouvernement sera amené à définir ses orientations dans les prochaines semaines, étant observé qu'une réforme de l'organisation consommériste ne saurait avoir pour objet d'imposer un concept d'action ou un modèle unique aux associations.

Données clés

Auteur : [M. Rudy Salles](#)

Circonscription : Alpes-Maritimes (3^e circonscription) - Nouveau Centre

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 54187

Rubrique : Consommation

Ministère interrogé : Industrie

Ministère attributaire : Commerce, artisanat, pme,tourisme, services et consommation

[Date\(s\) clé\(s\)](#)

Question publiée le : 7 juillet 2009, page 6857

Réponse publiée le : 29 septembre 2009, page 9219